

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

.....
PROGRAMME MAJEUR POLITIQUE DE SECURITE ALIMENTAIRE

UNITE DE PREVENTION ET DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES AU SAHEL
PREGEC



MISSION CONJOINTE DE SUIVI DE LA VULNERABILITE COURANTE ET EVALUATION DES
BESOINS D'URGENCE EN MAURITANIE ET AU SENEGAL DU 19 AU 28 MAI 2003
(CILSS, FEWS NET, USAID/FFP, USAID/OFDA, PAM, CSA/OSA/Mauritanie, MAE/DA/Sénégal, CSA/Sénégal)

Rapport de mission

Présenté par Amadou Mactar KONATE, chef de l'unité PREGEC

Juin 2003

Par ordre de mission n° 133 SE/CG du 12 mai 2003, monsieur Amadou Mactar KONATE, chef de l'unité PREGEC s'est rendu successivement en Mauritanie (19-24 mai 2003) et au Sénégal (24-28 mai 2003) en vue d'apporter l'appui du CILSS à la mission conjointe de suivi de la vulnérabilité courante et évaluation des besoins d'urgence organisée par le projet FEWS NET/USAID.

A travers des interviews dans les zones les plus vulnérables identifiées au préalable par les systèmes nationaux d'information sur la sécurité alimentaire (MDRE/DPSE/Mauritanie, CSA/OSA/Mauritanie, MAE/DA/Sénégal, CSA/Sénégal, ONGs) et sous-régionaux (CILSS, FEWS NET et PAM), la mission conjointe avait comme objectifs de :

- évaluer la situation courante sur les productions agricoles et pastorales, les importations commerciales, les stocks, les aides alimentaires, l'évolution des prix des denrées alimentaires et des biens de consommations, l'état nutritionnel et l'approvisionnement en eau ;
- identifier les besoins d'urgences (semences, eau potable, aliment du bétail, aide alimentaire, etc.) des populations pour la période de soudure prochaine.

La mission était composée des représentants du **CILSS** à travers ses Programmes Majeurs Sécurité Alimentaire et Information (le chef de l'Unité de PREGEC et le Chargé des statistiques et enquêtes du Centre Régional AGRHYMET), du **FEWS NET** (le représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest), du Bureau de **l'USAID/OFDA** en charge des Affaires d'Assistance en cas de Catastrophe Naturelle (le représentant pour l'Afrique de l'Ouest), du Bureau des Aides Alimentaires d'Urgence de **l'USAID/FFP** (le Conseiller principal, la responsable des aides alimentaires d'urgence au siège à Washington et le Chargé de suivi des aides alimentaires du Bureau régional Afrique de l'Ouest à Dakar).

En Mauritanie, le Bureau national du PAM (le Directeur Adjoint), le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (le chargé des aides humanitaires) et le représentant national du projet Fews net ont accompagné la mission sur le terrain. La mission a reçu l'assistance efficace de l'Ambassade américaine et de la collaboration des ONGs (OXFAM, World Vision, FLM) évoluant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Au Sénégal, la mission était accompagnée d'un représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et d'un représentant du Commissariat à la sécurité alimentaire.

II - DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission a visité les zones les plus vulnérables dans la vallée du Fleuve Sénégal et de la région de l'Aftout en Mauritanie et quelques villages du Bassin arachidier (régions de Louga, Diourbel, Fatick et Kaolack) au Sénégal. Sur place, la mission a effectué des interviews auprès des populations des villages choisis au hasard.

A la fin des visites de terrain, les membres de la mission ont tenu une réunion de débriefing à Dakar dans les locaux du bureau régional de l'USAID. La réunion était présidée par le Directeur de l'USAID entouré de ses proches collaborateurs et de deux représentants du bureau régional Afrique de l'Ouest du Programme Mondial Alimentaire basé à Dakar.

III – RESULTATS DE LA MISSION (voir tableaux annexes)

3.1 - En Mauritanie :

Les cinq dernières années ont été marquées par une régression sensible des productions céréalières en raison des conditions climatiques de plus en plus défavorables (déficit pluviométrique persistant), de l'accentuation de la pression aviaire, de la persistance de la *sésamie*, de la faiblesse de la crue du Fleuve Sénégal. En plus les pluies hors saison de janvier 2002 suivies de vagues de froid avaient emporté environ 124 000 petits ruminants, 16 000 bovins et détruit les pâturages, les stocks non protégés et les récoltes encore au bord champs. La campagne agricole 2002/2003 a connu un démarrage tardif et une évolution très difficile à cause d'un déficit pluviométrique très marqué sur l'ensemble du pays. Les cultures pluviales (*ou de Diéri*) qui constituent généralement près de 30 % de la production céréalière nationale brute a été fortement compromise en 2002/2003 eu égard, au début tardif de la campagne et à la mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. Il s'en est suivie une chute spectaculaire de la production des cultures pluviales qui passent de 53 000 tonnes en moyenne sur les 4 dernières années à 8 271 tonnes cette année. Les agriculteurs qui ne pratiquent que ce type de culture (Wilayas de Hodh El Charghi, Hodh El Gharbi et Assaba) sont particulièrement les plus affectés. Les cultures de Bas-fonds du Brakna, du Tagant, de l'Assaba et du Gorgol ont eu une faible production compte tenu du niveau de remplissage des dépressions enregistré dans ces wilayas du fait du déficit pluviométrique. Les superficies mises en culture seraient de 11 % supérieures à leur niveau de l'année passée qui était déjà mauvaise. Les cultures de décrue (*ou Walo*) à cause de la faiblesse de la crue du Fleuve Sénégal et de son retrait hâtif (12 jours de crue seulement) et la présence de la *sésamie*, les rendements des cultures de maïs, du sorgho et du niébé ont considérablement baissé pour être nuls par endroits.

De vastes étendues de champs dénudés parcourus par la mission d'évaluation entre Boghé et Sarasouki ressemblaient encore à des parcelles nouvellement semées, signe qu'aucune récolte n'a lieu à ces endroits. Seules les cultures irriguées ont connu une relativement bonne production avec 78 117 tonnes pour la campagne actuelle alors que la moyenne des 4 dernières années se situe aux environs de 83 600 tonnes. Ces cultures irriguées ne représentent que 10% des terres cultivées mais, en 2002/2003, elles ont fourni 92% de la production céréalière du pays grâce à une augmentation nette des superficies mises en culture (plus 33 % par rapport à l'année dernière), imputable en grande partie à la décision du Gouvernement de rendre disponible les intrants agricoles aux grands producteurs de riz. Cependant, cette augmentation de superficie ne concerne pas les exploitations des petits producteurs qui continuent d'endurer le non accès au crédit agricole à cause de l'accumulation de leurs arriérés de dettes depuis les inondations de 1999, la vétusté des moyens d'irrigations (canaux, moto-pompe ...).

L'évaluation des récoltes définitives (mars 2003) pour la campagne agricole 2002/2003 donnait un niveau de la production céréalière brute de 116.263 tonnes (source DPSE/MDRE/Mauritanie), soit à peu près le même niveau de production que la campagne agricole 2001/2002 qui était largement déficitaire. La production nette d'environ 79.471 tonnes reste nettement inférieure à la moyenne des 5 dernières années (soit environ moins de 35%). Depuis 1999, on assiste à une chute régulière de la production céréalière faisant augmenter le volume des importations nécessaires pour couvrir les besoins. Malgré, les aides programmées et les intentions d'importation courant 2003, on arrivait à un bilan céréalier déficitaire de près 124.752 tonnes de céréales.

Sur le plan pastoral, le mauvais démarrage de la saison des pluies et la longue période de soudure qui continue encore ont entraîné une forte baisse du prix du bétail sur pied due au déstockage provoqué par le manque de pâturage et la rareté des points d'abreuvement. Une transhumance transfrontalière précoce a été observée dès la période des récoltes vers le Mali et le Sénégal. Le cheptel constitue un élément fondamental des revenus dans le milieu rural mauritanien.

A une situation chroniquement difficile, s'est greffé une insécurité alimentaire sévère par endroits dont la gestion a nécessité un appel d'urgence et une mobilisation de l'aide alimentaire. Ainsi, le Gouvernement avait lancé le 1^{er} septembre 2002, un Appel d'urgence en vue d'apporter une réponse à la situation difficile des populations et du cheptel touchés par les effets de la sécheresse. Le Comité

interministériel des situations d'urgence estime que plus d'un million de personnes sont gravement affectées par cette baisse successive de la production agricole et les pertes énormes sur le capital cheptel suite aux intempéries de janvier 2002.

Selon les résultats des enquêtes VAM publiés en décembre 2002, environ 411 000 personnes sont en situation de vulnérabilité avérée et ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence. Le Commissariat à la sécurité alimentaire du Gouvernement mauritanien, le Programme Alimentaire Mondial de la Mauritanie et FEWS NET/Mauritanie considéraient que un (1) million d'habitants (sur 2,7 millions) était, à divers degrés, en situation d'insécurité alimentaire dans le pays

3.1.1- Situation alimentaire courante dans les zones vulnérables visitées

La mission a visité les zones ci-après :

- Willaya du Brakna (villages de Benar 1, Sadda, Boubakhgué, El Charba)
- Willaya du Gorgol (villages de Mouït Bakha, Soré malé)
- Willaya du Tarza (village de Senou, Boussabé, Beïlami, Dabaye)
- Le marché de Kaédi.

Il ressort des interviews effectuées que :

- la chute de la production des céréales traditionnelles (maïs, sorgho et mil), du niébé et de la disponibilité des pâturages à la fin de l'année 2002 a fortement touché de nombreux agriculteurs et agro-pasteurs mauritaniens déjà appauvris par quatre années de mauvaises récoltes et la perte d'une importante partie de leur bétail en janvier 2002.
- les prix des céréales sur les marchés sont souvent trop élevés et l'essentiel de la consommation porte sur le riz et le blé importés, seules céréales disponibles sur les marchés.
- les aliments de cueillette sont devenus plus rares à cause de leur sollicitation ces dernières années et des mauvaises conditions climatiques.
- Les signes de malnutrition sont visibles chez les enfants et les maladies diarrhéiques plus fréquentes.
- les populations dépendent de plus en plus des distributions alimentaires gratuites et surtout des fonds rapatriés par des membres émigrés de la famille pour la grande majorité dans les villes du pays.

Parallèlement à la sévérité de la crise alimentaire, les ménages usent de plus en plus et à fond leurs stratégies d'adaptation.

Suite à plusieurs années consécutives de mauvaises récoltes, les semences (toutes espèces) ne sont pas disponibles chez les producteurs pour la campagne agricole qui s'annonce. Dans la zone de l'Aftout, toutes les sources d'eau ont tari et la nappe phréatique est au bas de son niveau.

Les populations les plus vulnérables sont les paysans vivant essentiellement de l'agriculture pluviale avec sans ou peu de bétail. Dans les villages visités la principale source d'aliments des populations demeure les envois de nourriture et en espèces des migrants, le crédit ou l'emprunt, les petits travaux domestiques (abreuvement d'animaux, confection et vente de briques, vente de bois ou de paille et la solidarité sociale). La consommation des fruits sauvages (fruits de *Boscia sénégaleensis* ou *Balanites*) quant ils sont disponibles relève de l'ordinaire. Les ménages (9/10) vivent aujourd'hui au rythme d'un repas par jour. Les aides alimentaires reçues sont très insuffisantes (50 kg de blé par famille depuis fin 2002).

3.1.2- Bilan des actions

En décembre 2002, un Plan d'urgence couvrant la période janvier – octobre 2003 a été publié par la Cellule Permanente de coordination et de suivi, organe émanant du Comité Inter – Ministériel des situations d'urgence. Ce Plan d'un coût global d'environ 40 millions de \$EU doit être financé en partie par l'Etat à hauteur de 53% et par des contributions volontaires des donateurs. Il comprend 5 volets : i) Aide alimentaire (66%) ; ii) Santé et nutrition (8%) ; iii) Alimentation, santé et abreuvement du bétail (14%) ; iv) Programme rural et péri-urbain à haute intensité de main d'œuvre (9%) ; v) Suivi, contrôle et mise en œuvre (3%). Ce Plan d'urgence est en très grande partie orienté vers l'aide alimentaire. Pour ce qui concerne le secteur rural, la priorité est donnée à l'élevage avec d'abord la fourniture d'aliment du bétail (40 000 tonnes), la fourniture de produits vitaminés, d'anti-parasitaires, d'antibiotiques et de vaccins, l'aménagement de forages et de stations de pompage thermique et l'acquisition de camions citernes. L'Opération d'urgence (EMOP) lancée par le PAM pour la région d'une durée de 12 mois à partir du 1^{er} janvier 2003, prévoit, pour la Mauritanie, la fourniture de 43 632 tonnes d'aide alimentaire visant une population bénéficiaire de 420 000 personnes. Cette opération touchera les Wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol, du Tagant, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi et du Hodh El Chargui. Elle vient compléter les aides fournies par le Gouvernement et le Programme de pays 2002-2006 du PAM. La réponse globale des donateurs à cette EMOP avait tardé malgré les multiples appels. Cependant, à ce jour sur les 43 632 tonnes d'aides prévues, 19 679 tonnes a été reçues et 15 478 tonnes sont financées, soit une réalisation de 81% du coût total. Aussi, l'aide alimentaire parvenue en 2003 est nettement supérieure à celle de 2002.

Il faudrait souligner que cette opération du WFP distribuée par un groupe d'ONGs (World vision, Fondation luthérienne, etc.) souffre présentement du manque de certains produits (huile végétale et le WSB) pour distribuer une ration complète aux populations identifiées. Aussi les opérations programmées en mai et juin connaissent un retard à cause de la logistique de transport. Dans les villages les dons sont bien arrivés aux bénéficiaires, mais partout on déplore les quantités ciblées aussi bien dans les Centres d'Alimentation Communautaire (CAC), trop sollicités par des enfants nécessiteux, qu'au niveau des ménages. Les CAC installés par le gouvernement avec l'appui du PAM sont créés pour accueillir une cinquantaine d'enfants. Présentement, ces CAC accueillent un minimum de 70 enfants.

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) prévoit de couvrir les besoins alimentaires de près de 580.000 personnes dans le nord et dans le sud du pays, qui ne sont pas touchés par le PAM. A la fin mars le CSA n'avait commencé que son programme de vente alimentaire qui avait porté sur 8.727,5 tonnes de blé et sur 12,020 tonnes d'aliments bétail. On attend le démarrage des distributions gratuites du gouvernement, qui devraient commencer au cours du mois de mai 2003.

Par ailleurs le gouvernement mauritanien et la croix rouge Italienne ont terminé la distribution de 991 tonnes de blé et 991 tonnes de riz à 19 806 ménages dans le Nord du pays (Tiriss Zemmour et Adrar) non couvert par l'Opération d'Urgence du PAM. Le programme de ventes subventionnées mis en place par l'Etat couvrant tout le pays a atteint 17 375 tonnes pour le blé et 12 020 tonnes pour l'aliment bétail. Les ventes de blé se font au niveau des chefs lieux de commune et par sac de 50 Kg. Ceci limite l'accès à la denrée pour les ménages les plus pauvres qui voudraient acheter des quantités plus petites et aussi souvent très éloignés des centres de vente décidés par le Gouvernement.

3.1.3- Recommandation d' actions

En Mauritanie, au regard du constat fait la mission recommande :

- Une mobilisation supplémentaire des ressources d'aide pour combler le déficit de 8 155 tonnes des aides alimentaires annoncées et celles programmées dans le cadre de l'Opération d'urgence du PAM. De plus, le PAM et le CSA devront distribuer des rations d'aide alimentaire complètes et équilibrées pour réduire les taux de malnutrition parmi les enfants (0-5 ans) et accroître le nombre et les capacités des CAC jusqu'aux prochaines récoltes.
- Le gouvernement devrait garantir la livraison régulière et la vente du blé et d'aliments du bétail subventionnés jusqu'aux communautés locales afin d'améliorer l'accès des ménages les plus pauvres et des petits éleveurs. Les petits agriculteurs de l'Aftout et de la vallée devraient être appuyés par un programme de semences conséquent.
- Aux organisations non gouvernementales de développer des projets d'appui à la production agricole et des activités génératrices de revenus au profit des coopératives de femmes dans les zones d'insécurité alimentaire élevée. Des activités de Food For Work ou Cash For Work devraient être intensifiées pour améliorer le pouvoir d'achat des populations de l'Aftout et des zones ciblées de la vallée du fleuve. Ces programmes pourront intéresser aussi les bidons villes des centres urbains qui abritent les populations actives quittant les villages à la recherche de revenus.
- Améliorer l'accès à l'eau potable par la création d'ouvrages de retenue d'eau et de forage (puits) dans l'Aftout et dans la vallée. L'eau est la première cause de la vulnérabilité en Mauritanie et plus particulièrement dans la zone de l'Aftout.
- Que, le CILSS le FEWS NET, le PAM et les systèmes nationaux de suivi (CSA/OSA, DPSE, GTP) renforcent le suivi habituel des zones et des groupes vulnérables afin d'améliorer encore le ciblage des populations bénéficiaires. Aussi, cette surveillance accrue des efforts d'analyse de la vulnérabilité en Mauritanie permettra aux donateurs de disposer des informations requises pour préparer les actions surtout en cas d'une éventuelle crise alimentaire.

3.2 – Au Sénégal :

La production brute de céréales estimée à 785 000 tonnes a connu une baisse de 18 % par rapport à celle de 2001/2002 et 15% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production d'arachide principale culture de rente donc de source de revenu a été très mauvaise. La production d'arachide d'huilerie estimée à 260 733 tonnes, a connu une baisse notoire de 71% par rapport à la production de l'année dernière et de 65% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (700 000 tonnes). Cette baisse s'explique essentiellement par le déficit hydrique important. Il s'en est suivi un amenuisement des stocks paysans, la baisse de l'offre des quantités d'arachide destinées à la consommation (un ménage sénégalais consomme en moyenne 200 kg d'arachide par an) et aux semences et l'érosion sans précédent du pouvoir d'achat des paysans du Bassin arachidier. En 2002, le bétail a tout particulièrement souffert des pluies et de la vague de froid de janvier puis du déficit pluviométrique qui a entraîné une réduction de 40-50% au Nord et de 15% au Sud du volume de la biomasse au niveau des pâturages et des résidus de récoltes et un assèchement prématuré des points d'eau de surface. L'alimentation du bétail durant cette saison sèche reste difficile à assurer pour les éleveurs dont les plus avertis ont déjà gagné les zones soudaniennes des pays limitrophes.

Dans les zones visitées (Bassin arachidier), la chute de la production des céréales traditionnelles (maïs, sorgho et mil), du niébé mais surtout de l'arachide à la fin de l'année 2002 a fortement touché de nombreux agriculteurs du bassin arachidier. L'insécurité alimentaire est beaucoup liée à la chute drastique des revenus tirés de la culture de l'arachide, principale culture de rente. Cette situation est aggravée par :

- des niveaux de prix des céréales trop élevés sur les marchés ;
- la rareté des aliments de cueillette ;
- l'érosion du pouvoir d'achat des ménages ;
- l'inexistence des sources d'eau de surface et la baisse notoire de la nappe phréatique.

Dès le mois de septembre 2002, l'Etat sénégalais a principalement assuré la distribution des aides alimentaires aux populations mais sans ciblage apparent. De sorte que les quantités restent modestes. Les populations les plus vulnérables sont les paysans vivant essentiellement de l'agriculture pluviale qui ont connu des pertes substantielles de leur production arachidière. En temps normal, la vente de l'arachide procurait des revenus suffisants pour l'achat de la nourriture nécessaire au sein des ménages

3.2.1- Situation alimentaire courante dans les zones vulnérables visitées

La mission a visité les villages ci-après :

Région de Louga

1. Thiambène Samb (C R de Sakal)
2. Dabaye Sarr (C R de NGuene Sarr)
3. Ngor Peulh (C R de Loro)

Région de Dioubel

4. Ngage Niam Syll (Dépt de Bambey Sarr, C R de Bamba Garage)
5. Marché hebdomadaire de Bambey Sérère

Région de Fatik

6. Patou Balem Keur Sérigne Diakhate (Dépt de Gossas)
7. Khayoor (Dépt de Fatik)

Région de kaolack

Marché de Passy (C R de Passy)

Il ressort des interviews effectuées dans les villages du bassin arachidier, cités plus haut, que :

- La chute de la production d'arachide et du mil à cause de la mauvaise pluviométrie a fortement touché de nombreux agriculteurs du bassin arachidier ;
- La baisse de revenus des producteurs d'arachide est très préoccupante ;
- Les prix des céréales sur les marchés sont souvent trop élevés et l'essentiel de la consommation porte sur le riz en grande partie importé ;
- les semences d'arachide et de niébé sont rarement disponibles au près des producteurs.

Pour satisfaire leurs besoins de consommation, les populations dépendent de plus en plus des fonds rapatriés par des membres émigrés de la famille pour la grande majorité dans villes du pays. Parallèlement à la sévérité de la crise alimentaire, les ménages usent de plus en plus et à fond leurs stratégies d'adaptation.

Les populations vivant essentiellement de l'agriculture pluviale ont connu des pertes substantielles de leur production arachidière. En temps normal, la vente de l'arachide procurait des revenus suffisants pour l'achat de la nourriture et des biens de consommation nécessaires au sein des ménages. Plus qu'une question de la baisse de la disponibilité céréalière, la question se résume en terme d'érosion du pouvoir d'achat des producteurs beaucoup plus liés à la culture de l'arachide. Les revenus tirés de la vente de l'arachide ont fortement baissé quand les prix des autres céréales ont augmenté. Pour un besoin croissant de revenus monétaires, les populations dans les villages visités du bassin arachidier, trouvent dans la migration des bras valides leur principale source d'aliments. Dans tous les ménages enquêtés, les envois de nourriture et les transferts d'argent sont fréquemment cités pour pallier le manque de ressources alimentaires. Les aides alimentaires reçues sont très insuffisantes (10 Kg de riz par tête en fin 2002), mais les populations en termes d'intervention, citent plus les sources d'eau potable, les activités génératrice de revenus.

3.2.2- Bilan des actions

L'Opération d'Urgence du PAM, devrait assurer la fourniture de 2 999 tonnes d'aide alimentaire à une population bénéficiaire de 23 300 personnes. (2 001 tonnes pour 5 800 bénéficiaires du Programme « Nourriture assistance au travail » et 998 tonnes pour 17 500 bénéficiaires du Programme de distribution générale. Cette opération touchera les départements de Kaffrine, Tambacounda, Vélingara et Kolda (zones déclarées par l'enquête rapide du PAM comme les plus vulnérables). La distribution sera faite pendant une période de 6 mois du 1^{er} avril au 30 septembre 2003. Elle vient compléter les aides fournies par le Gouvernement et le Programme de pays 2002-2006 du PAM comprenant 3 activités de base à savoir la contribution au programme de renforcement de la nutrition, l'appui au secteur de l'éducation et de la formation et l'assistance à la prévention des crises. Ce programme d'un volume total de 39 700 tonnes équivalent à 21,8 millions de \$EU bénéficie à 204 000 personnes.

La réponse des donateurs à cette EMOP est toujours attendue. La mission constate que les perspectives en matière de disponibilité et d'accès aux semences pour la prochaine campagne agricole sont préoccupantes. D'un côté les conditions pluviométriques de fin de saison n'ont pas été favorables à une bonne maturation des grains et de l'autre côté, le déficit céréalière et la chute de la production arachidière limitent le pouvoir d'achat des agriculteurs. Le Gouvernement avait anticipé en fin 2002 un manque de semences et avait pris des dispositions pour avoir en stock 30 000 tonnes au niveau de la SONACOS, société en cours de privatisation et engager incessamment la production de 2 000 tonnes sur des périmètres irrigués. Des appels pour doter les paysans en semences d'arachide avant le démarrage de la campagne sont lancés. Le gouvernement des Etats-Unis apportera une aide en semences à environ 25 000 familles de paysans de Thiès, Diourbel, Fatick et Ziguinchor, en veillant à ce que les paysans aient accès aux semences d'arachide et de céréales à temps pour la saison agricole 2003/2004 qui s'annonce. D'un montant total de 837.838 dollars US, cette aide, est destinée à alléger les effets de la terrible diminution des récoltes d'arachide et de céréales, ainsi que le manque de stocks de semences qui en découle. Le gouvernement sénégalais vient de lancer courant mai une opération de vente subventionnée de semences d'arachide (75 Fcfa/Kg contre 500 Fcfa sur le marché) dans le bassin arachidier.

3.2.3- Recommandation d'actions

Au Sénégal, au regard du constat fait la mission recommande :

- Une mise à la disposition des paysans du bassin arachidier des semences de qualité pour éviter une chute continue de la production arachidière qui même avec de bonnes conditions climatiques, peut être liée à l'utilisation des semences tout venant (d'origine diverse) qu'on observe actuellement sur les marchés. L'arachide fait vivre, estime-t-on, près de 65 % de la population sénégalaise, dont 70 % des agriculteurs. Ceux du bassin arachidier, au centre du pays sont les premiers touchés. Les populations sont devenues pauvres, certains ne survivent que grâce à l'apport des parents qui travaillent dans la fonction publique et de l'argent envoyé par des émigrés de la région. Les jeunes sont allés grossir les rangs de l'exode rural. Mais à quelques semaines des premières pluies, l'inquiétude demeure malgré

le programme de distribution de semence d'arachide promis par le gouvernement (35 000 tonnes). L'ONG Catholic Relief Service envisage d'organiser une bourse de semence avec l'appui de l'USAID dans les zones nécessiteuses. Cette bourse se fera sous forme de bon d'achat crédit aux producteurs les plus touchés. Les acteurs de la filière souhaitent un soutien de l'Etat.

- Une mobilisation supplémentaire des ressources d'aide pour alimenter l'Opération d'Urgence du PAM. Ainsi, le PAM à travers les ONGs pourra distribuer des rations d'aide alimentaire complètes et équilibrées pour réduire les taux de malnutrition parmi les enfants (0-5 ans) et assurer la force de travail des zones les plus vulnérables.
- Aux organisations non gouvernementales de développer des projets d'appui à la production agricole et des activités génératrices de revenus au profit des coopératives de femmes dans les zones d'insécurité alimentaire élevée. Des opérations de Food For Work ou Cash For Work devraient être intensifiées pour améliorer surtout le pouvoir d'achat des populations.
- Améliorer l'accès à l'eau potable par la création de forage et des puits.

Pour pallier la crise alimentaire dans l'immédiat, quelques mesures s'imposent :

1. Une rapide mise à la disposition des paysans du bassin arachidier des semences de qualité pour éviter l'utilisation des semences tout venant (d'origine diverse) ;
2. Une mobilisation supplémentaire des ressources d'aide pour alimenter l'Opération d'Urgence du PAM à fin d'agir dans les zones ciblées pour réduire les taux de malnutrition parmi les enfants (0-5 ans) et assurer la force de travail des zones les plus vulnérables.
3. Aux organisations non gouvernementales de développer des projets d'appui aux activités génératrices de revenus.
4. Améliorer l'accès à l'eau potable par la création de forage et des puits.

La diminution des capacités d'adaptation des ménages liée à la chute des revenus, recommande une surveillance accrue des offres et des demandes sur les marchés locaux et un accroissement des outils d'intervention rapide en cas d'échec de l'hivernage prochain.

Au niveau de l'USAID, il est prévu un renforcement du programme d'aide d'urgence de la Mauritanie et une augmentation de l'allocation (3 000 tonnes de riz à l'EMOP) au Sénégal.

ANNEXE

MISSION CONJOINTE DE SUIVI DE LA VULNERABILITE COURANTE ET EVALUATION DES BESOINS D'URGENCE EN MAURITANIE ET AU SENEGAL
(CILSS, FEWS NET, FFP/USAID, OFDA/USAID)

19-28 MAI 2003

MAURITANIE

Zones visitées	Situation alimentaire	Santé/Nutrition	Stratégies développées
AFTOUT	<p>Trois années successives de mauvaises productions (toutes typologies confondues) en raison de l'insuffisance de la pluviométrie et des attaques des déprédateurs (sésamie et oiseaux).</p> <p>Stocks de semences inexistantes.</p> <p>Stocks familiaux de céréales nuls.</p> <p>Les stocks marchands existent, mais les quantités sont faibles.</p> <p>Absence de semences (céréales, maraichères).</p> <p>Le capital cheptel est devenu faible, conséquence des intempéries de janvier 2002 et l'insuffisance de pâturages.</p> <p>Les produits de cueillettes sont quasi inexistantes.</p> <p>Les eaux de surfaces sont rares et la nappe phréatique a fortement baissée (faiblesse de la pluviométrie depuis ces trois dernières années).</p> <p>Les puits et les forages sont peu nombreux.</p> <p>Les prix des denrées alimentaires sont très élevés (blé subventionné 2000 UM/50 kg, tandis que dans les marchés il est vendu entre 3000 et 3500 UM et autour de 4000 UM a crédit chez les commerçants).</p> <p>Les céréales produites localement sont rares dans les marchés.</p> <p>Existence de points de vente (CSA) dans les Communes mais pas dans les villages qui dépendent des boutiques locales (crédit et achat direct au détail).</p> <p>Les prix des semences (non sélectionnés, tout venant) varie autour de 1000 UM/ kg cash et 2000 UM/ kg à l'emprunt.</p>	<p>Cas de malnutrition observés chez les enfants.</p> <p>Débordement des CAC (60-70 enfants en moyenne).</p> <p>Situation sanitaire caractérisée par des cas de rougeole, de cécité nocturne chez les adultes, de diarrhée chez les enfants.</p> <p>Demande d'ouverture de CAC par les populations.</p>	<p>Vente de petits ruminants pour acheter des denrées alimentaires.</p> <p>Emprunt sur hypothèque de biens ou de récoltes prochaines ou de revenu.</p> <p>Exodes vers les villes.</p> <p>Solidarité familiale et communautaire observée.</p> <p>Saut de repas régulier.</p> <p>Recours aux produits de cueillette.</p> <p>Activités occasionnelles et informelles (vente de bois, de paille et de briques, etc.).</p>

Vallée du Fleuve	<p>Trois années successives de mauvaises récoltes avec un déficit moins marqué que dans l'Aftout.</p> <p>Quelques cultures maraîchères et rizicole visibles.</p> <p>Stocks familiaux nuls.</p> <p>Forte réduction du cheptel.</p> <p>Produits de cueillettes fortement réduites dans la zone.</p> <p>Problème d'accès à l'eau potable (pollution biologique des eaux du Fleuve).</p> <p>Insuffisance de l'eau dans les puits.</p> <p>Rareté et cherté des céréales traditionnelles.</p> <p>Ventes subventionnées.</p> <p>Importations clandestines de riz sénégalais (prix du riz au Sénégal 9000 fcfa /50 kg contre 3500- 4000 UM en Mauritanie).</p>	<p>Absence d'enquête nutritionnelle dans la zone.</p> <p>Signes évidentes de malnutrition chez les enfants.</p> <p>Hausse des cas de diarrhées, de rougeole et de paludisme.</p> <p>Absence de CAC.</p>	<p>Achat d'aliments avec la vente de petits ruminants et l'argent reçu de l'extérieur.</p> <p>Exode.</p> <p>Solidarité familiale et communautaire.</p> <p>Recours aux produits de cueillettes.</p> <p>Petites activités occasionnelles et informelles (vente de bois de paille...).</p>
------------------	--	---	---

Recommandations

- Améliorer la disponibilité dans les deux zones en maintenant les programmes de ventes subventionnées.
- Faciliter l'accès alimentaire (céréales et aliments de bétail) aux ménages à faible revenu par une décentralisation des points de vente et la mise en place d'un dispositif de vente au détail dans les deux zones avec une priorité à l'Aftout.
- Améliorer l'accès à l'eau potable par la création d'ouvrages de retenue et de forage dans l'Aftout par des puits dans la vallée.
- Multiplier les CAC dans l'Aftout et dans les zones les plus affectées dans la vallée (partie nord).
- Développer des activités de FFW ou CFW pour améliorer le pouvoir d'achat des populations de l'Aftout et des zones ciblées de la vallée.

SENEGAL

Zones visitées	Situation alimentaire	Santé/Nutrition	Stratégies développées
LOUGA (zones de Sakal, N'geune Sarr, N'doyene)	<p>Faible production d'arachide, de niébé et de céréales locales à cause de la mauvaise pluviométrie. Autonomie alimentaire inférieure à 4 mois.</p> <p>Absence de semences d'arachide et de niébé. Faibles quantités de semences de mil.</p> <p>Les céréales sont disponibles mais les prix pratiqués sont peu accessibles.</p> <p>Les revenus des populations sont faibles.</p> <p>Les stocks sont nuls chez les producteurs et abondants chez les commerçants.</p> <p>L'élevage des petits ruminants est pratiqué au sein des ménages. Le bétail souffre du déficit fourrager. La transhumance se fait à des endroits très distants.</p> <p>Important déficit d'eau potable. Tarissement des puits. Mauvaise qualité de l'eau (saumâtre).</p>	<p>Cas de malnutrition légère chez les enfants de bas âge. Faiblesse ou absence des structures de santé fonctionnelles.</p> <p>Maladies graves non signalées.</p>	<p>Vente de petits ruminants pour acheter des denrées alimentaires.</p> <p>Emprunt.</p> <p>Solidarité familiale.</p> <p>Vente d'animaux et de volailles. Petits travaux.</p> <p>Envoi sporadique de mandat.</p>
DIOURBEL (zones de Bambey)	<p>Faible production d'arachide, de niébé et de céréales locales à cause de la mauvaise pluviométrie. Autonomie alimentaire inférieure à 4 mois.</p> <p>Absence de semences d'arachide. Faibles quantités de semences de mil.</p> <p>Les céréales sont disponibles mais les prix pratiqués sont élevés. Les revenus des populations sont faibles.</p> <p>Les stocks paysans sont nuls et importants chez les commerçants surtout en riz importés.</p> <p>L'élevage des petits ruminants est pratiqué au sein des ménages.</p> <p>Absence de pâturages. La santé animale est menacée.</p> <p>Important déficit en eau potable. Tarissement des puits. Mauvaise qualité de l'eau (saumâtre).</p>	<p>Cas de malnutrition légère chez les enfants de bas âge. Faiblesse ou absence des structures de santé fonctionnelles.</p> <p>Maladies graves non signalées.</p>	<p>Vente de petits ruminants pour acheter des denrées alimentaires.</p> <p>Emprunt.</p> <p>Solidarité familiale.</p> <p>Vente d'animaux et de volailles.</p> <p>Petits travaux.</p> <p>Envoi sporadique de mandat.</p> <p>Diminution des rations alimentaires.</p>

Zones visitées	Situation alimentaire	Santé/Nutrition	Stratégies développées
FATICK (zones de Gossas)	<p>Faible production d'arachide, de niébé et de céréales locales à cause de la mauvaise pluviométrie. Autonomie alimentaire inférieure à 4 mois.</p> <p>Absence de semences d'arachide. Faible quantité de semences de mil.</p> <p>Les céréales sont disponibles et les prix pratiqués sont abordables. Les revenus des populations sont faibles.</p> <p>Les stocks paysans sont nuls et importants chez les commerçants surtout en riz importés.</p> <p>L'élevage des petits ruminants est pratiqué au sein des ménages. Absence de pâturages. La santé animale est menacée.</p> <p>Existence d'eau potable en abondance (puits et robinets).</p>	<p>Cas de malnutrition légère chez les enfants de bas âge. Faiblesse ou absence des structures de santé fonctionnelles.</p>	<p>Vente de petits ruminants pour acheter des denrées alimentaires.</p> <p>Emprunt.</p> <p>Solidarité familiale.</p> <p>Vente d'animaux et de volailles. Petits travaux (maçonnerie), maraîchage, vente des produits de cueillette. Petit crédit..</p>
THIES (zones de Fissel, Thiès, Diaganiao)	<p>Faible production d'arachide, de niébé et de céréales locales à cause de la mauvaise pluviométrie. Autonomie alimentaire inférieure à 4 mois.</p> <p>Absence de semences d'arachide. Faibles quantités de semences de mil.</p> <p>Les céréales sont disponibles et les prix pratiqués sont abordables. Les revenus des populations sont faibles.</p> <p>Les stocks paysans sont nuls et importants chez les commerçants surtout en riz importé.</p> <p>L'élevage des petits ruminants est pratiqué au sein des ménages. Absence de pâturages. La transhumance pratique. La santé animale est menacée. Existence d'eau potable en abondance (puits et robinets).</p>	<p>Faiblesse ou absence des structures de santé fonctionnelle.</p>	<p>Vente de petits ruminants pour acheter des denrées alimentaires.</p> <p>Emprunt.</p> <p>Solidarité familiale.</p> <p>Vente d'animaux et de volailles. Maraîchage.</p>

Recommandations

- Aider à l'accessibilité des semences.
- Assistance en aliment de bétail.
- Assistance en aliment de bétail et en médicaments, notamment dans les régions de Louga et de Diourbel.
- Réalisation des ouvrages hydrauliques en eau potable.